

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Diplomatie : Pamela Joanne McPhail désormais en poste

LA nouvelle Haut Commissaire du Royaume-Uni, de la Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord au Gabon, avec résidence à Libreville, a présenté ses lettres de créance au président de la République, Brice Clotaire Oligui Nguema, hier, au palais du bord de mer.

O.N.
Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a reçu les lettres de créance de la nouvelle Haut Commissaire du Royaume-Uni, Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord au Gabon, Pamela Joanne McPhail, hier au palais du bord de mer. C'était à la faveur d'une cérémonie solennelle, en présence du vice-président de la République, Joseph Owondault Berre, du ministre des Affaires étrangères, Régis Onanga Ndiaye,

entre autres. Comme cela est d'usage dans ce genre d'évènement, le numéro un gabonais a eu un entretien avec la nouvelle cheffe de la Mission diplomatique du Royaume-Uni dans notre pays, avec résidence à Libreville. Occasion pour les deux personnalités de faire un tour d'horizon succinct de la coopération bilatérale entre ces deux Etats membres du Commonwealth... Il faut souligner que Mme Pamela Joanne McPhail exerce dans la diplomatie depuis les années 1990. Elle a travaillé aussi bien dans son pays qu'à l'étranger.



Poignée de main entre le président Brice Clotaire Oligui Nguema et la nouvelle Haut Commissaire du Royaume-Uni au Gabon, Pamela Joanne McPhail.

C'est ainsi qu'elle a occupé plusieurs fonctions au niveau du ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth (Foreign of Commonwealth Office) et dans des Missions diplomatiques à l'étranger. Avant

son affectation au Gabon, Mme McPhail était ambassadrice de Sa Majesté à Djibouti. Mais au paravant, dans le cadre de sa carrière internationale, elle a été entre autres à Banjul (Gambie) comme Haute-Commissaire britannique

par intérim. Tout comme elle a été Agent de liaison communautaire à Ankara (Turquie) et première secrétaire (Presse et Affaires publiques) à Moscou en Russie... Pamela Joanne McPhail est mariée et mère de deux enfants.

Gabon-Espagne : Molina Llado échange avec Oligui Nguema



Le président Brice Clotaire Oligui Nguema s'entretenant avec l'ambassadeur d'Espagne, Ramon Molina Llado.

O.N.
Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume d'Espagne au Gabon, Ramon Molina Llado, a été reçu en audience, hier, par le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema. La rencontre a eu lieu au palais de la présidence de la République, en présence de plusieurs autres personnalités dont le ministre des Affaires étrangères, Régis Onanga Ndiaye, et le secrétaire général de la présidence de la République, Guy Rossatanga Rignault. Au menu des échanges entre le chef de l'Etat et son hôte, le processus de Transition engagé depuis le 30 août dernier par le

Comité pour la transition et la réforme des institutions (CTRI), ainsi que la coopération bilatérale entre Libreville et Madrid. Cette rencontre a donc été l'occasion pour le diplomate espagnol de rassurer le numéro un gabonais quant à la volonté des autorités espagnoles et de l'Union européenne (UE) d'accompagner notre pays dans la nouvelle dynamique amorcée depuis plus de deux mois. Tout comme l'Espagne et l'UE entendent contribuer efficacement à la réalisation des projets de développement au Gabon. C'est par exemple le cas du projet relatif à la construction d'une université catholique, porté par l'Espagne avec l'appui de la Nonciature apostolique, en collaboration avec le gouvernement gabonais.

Transition : l'OIF "place sa confiance" dans le CTRI

J.K.M
Libreville/Gabon

ET un soutien de plus pour les nouvelles autorités du pays ! Celui-ci émane de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). C'est en tout cas ce qui ressort de l'entretien que la secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo, a accordé récemment à nos confrères de l'Agence France Presse. En justifiant au passage la non-sanction du Gabon par l'organisation qu'elle dirige par la confiance qu'elle place dans le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Eu égard notamment, a-t-elle fait valoir, "au contexte et particularités politiques" ayant sous-tendu la prise effective du pouvoir par le CTRI, le 30 août dernier. Une prise de pouvoir dictée par l'ambition légitime de mettre un terme à un régime honni, impopulaire qui conduisait



La secrétaire générale de l'OIF, lors d'un précédent séjour au Gabon.

inexorablement notre pays vers l'abîme et le chaos. Et dont le récent rapport de la Task force sur l'audit des dettes intérieure et extérieure illustre suffisamment bien la gabegie et la concussion qui le caractérisait, entre autres. "Quand les dirigeants de la Transition me disent madame, on a besoin de votre accompagnement, vous ne pouvez pas nous

punir pour avoir arrêté un système politique corrompu depuis des années, je ne peux que leur faire confiance. J'ai confiance. Même s'il n'y a jamais de garanties en politique", a-t-elle souligné. Tout en précisant que "les autorités de la Transition ont demandé à l'OIF de les accompagner jusqu'aux élections". Élections devant se tenir, selon le chronogramme de la Transition rendu public lundi dernier par le porte-parole du CTRI, le colonel Ulrich Manfoumbi Manfoumbi, en août 2025. Des scrutins devant constituer l'épilogue du processus amorcé depuis plus de deux mois, à la grande satisfaction des populations. Ce qui témoigne du soutien populaire accolé aux initiatives du CTRI. Lequel s'est inscrit résolument dans une dynamique inclusive et transparente visant à doter notre pays d'institutions fortes, crédibles, démocratiques et consensuelles.